

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

EDMOND THÉRY

## **La question de l'alimentation pendant la guerre dans les grandes nations belligérantes**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 56 (1915), p. 230-244

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1915\\_\\_56\\_\\_230\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1915__56__230_0)

© Société de statistique de Paris, 1915, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

## II

### LA QUESTION DE L'ALIMENTATION PENDANT LA GUERRE DANS LES GRANDES NATIONS BELLIGÉRANTES

FRANCE — ANGLETERRE — ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE

Les faits viennent de nous démontrer que pendant les dix dernières années, et alors que la pensée de la revanche s'affaiblissait graduellement en France, l'Allemagne s'était au contraire formidablement préparée à la guerre actuelle, guerre qu'elle a d'ailleurs fait naître au moment précis où elle s'est considérée comme absolument sûre de la victoire.

Heureusement pour nous, et pour l'humanité tout entière, l'Allemagne s'est grossièrement trompée dans certains de ses calculs, et l'échec de sa fameuse attaque brusquée, qui devait terminer, à son avantage, la lutte en trois ou quatre mois, la condamne maintenant à la défaite !

En effet, la guerre qui nous a été imposée est finalement devenue une formidable guerre de siège contre les deux empires du centre; c'est dans ce sens qu'elle a évolué, par la volonté du général Joffre, dès le lendemain de la victoire de la Marne, et, sur ce terrain, l'Allemagne doit irrémédiablement succomber, car l'habileté de ses soldats à creuser des tranchées et à élever des fortifications en rase campagne ne peut la préserver ni de la famine, ni de la ruine économique et financière que les nations alliées, maîtresses de la mer, lui feront subir en l'isolant, elle et l'Autriche-Hongrie, du reste du monde.

Parmi les innombrables questions que cette lutte effroyable soulève, le problème de l'alimentation des grandes nations belligérantes est donc l'un de ceux qui méritent surtout notre attention.

Je vais l'examiner avec les premiers éléments dont nous pouvons disposer, mais ce ne sera là qu'une étude provisoire sur laquelle nous aurons malheureusement l'occasion de revenir plusieurs fois, car la guerre n'est pas encore finie !

#### FRANCE

Dès le début des hostilités la Direction générale des Services administratifs du ministère de la Guerre a recherché, d'accord avec le ministre de l'Agriculture les produits et denrées alimentaires dont la guerre devait nécessiter l'im-

portation de l'étranger : céréales, légumes secs, riz, sucre, viandes fraîches et frigorifiées, conserves, etc... Tous les droits de douanes furent immédiatement suspendus relativement à ces produits, et on prit les meilleures dispositions possibles pour assurer un parfait ravitaillement de l'armée et des places fortes sans trop affecter les conditions d'existence de la population civile.

Le moment n'est pas venu de rechercher si, à ce double point de vue, le problème a été résolu : ce que nous pouvons constater cependant, dès aujourd'hui, c'est que jusqu'ici le ravitaillement de notre armée, de l'avis des intéressés eux-mêmes, a été excellent en quantité et en qualité, et que sans entrer dans d'autres détails, à la date du 2 février 1915, c'est-à-dire juste après six mois de guerre, le quintal de blé valait 31<sup>f</sup> 25 à Paris, alors qu'il cotait 35<sup>f</sup> 22 à Londres, 35<sup>f</sup> 37 à Liverpool, 33<sup>f</sup> 86 à New-York et 41 francs en Italie.

Ce qui prouve d'une manière indubitable, qu'au point de vue alimentaire le marché français est certainement, de tous les marchés européens (sauf celui de la Russie), un de ceux qui ont le moins souffert de la guerre, c'est que le montant des importations des objets d'alimentation pour l'année 1914 a été, en quantité et en valeur, inférieur au même montant de l'année 1913.

Voici un premier tableau significatif :

**Commerce alimentaire de la France avec l'étranger pour les années 1914 et 1913.**

Périodes	1914			1913		
	Importations	Exportations	Déficit	Importations	Exportations	Déficit
	Millions de francs			Millions de francs		
Sept premiers mois . . .	1.093	577	516	993	624	369
Cinq derniers mois . . .	620	223	397	825	498	327
Année entière . . . . .	1.713	800	913	1.818	1.122	696

Ainsi les importations d'objets d'alimentation, qui avaient atteint 1 milliard 818 millions de francs en 1913, ont reculé à 1 milliard 713 millions en 1914.

La hausse des prix, qui s'est manifestée dès le commencement de la guerre, relèvera certainement les chiffres définitifs de 1914, mais les quantités resteront quand même inférieures, car pour cette année-là, l'ensemble des objets importés n'a atteint que 52.124.000 quintaux métriques contre 55.119.000 quintaux en 1913.

Malgré la guerre et malgré les achats pratiqués aux États-Unis, au Canada et dans l'Amérique du Sud pour le compte de l'État, la France, en 1914, a donc moins demandé de produits alimentaires à l'étranger qu'en 1913.

Et le phénomène est encore plus significatif si on compare les cinq mois de guerre (1<sup>er</sup> août au 31 décembre) à la période correspondante de 1913.

En effet, pendant les cinq derniers mois de 1914, nos importations de produits alimentaires étrangers ne se sont élevées qu'à 620 millions de francs, tandis que pour les cinq derniers mois de 1913, le total avait atteint 825 millions de francs.

Je dois cependant faire une réserve : nos exportations de même nature, arrêtées dès le mois d'août par des prohibitions de sortie portant sur un assez grand nombre de produits, ont diminué de 322 millions de francs par rapport à l'année précédente : 800 millions en 1914 contre 1 milliard 122 millions en 1913, en

ajoutant — comme on doit le faire — aux exportations d'objets d'alimentation proprement dits la moitié de la valeur des *colis postaux*.

Sous l'influence de ce facteur accidentel, le déficit alimentaire de la France, que les tarifs douaniers de 1892 avaient fait progressivement disparaître de notre balance commerciale, mais que la très mauvaise récolte de 1910 nous ramena, s'est élevé à 913 millions de francs pour 1914, contre seulement 696 millions en 1913 : pour les cinq mois de guerre, nos exportations d'objets d'alimentation n'ont été que de 223 millions de francs, contre 498 millions pour la période correspondante de 1913.

Ce sont naturellement les céréales qui tiennent la tête de nos importations avec un total de 565 millions de francs, sur lesquels le blé figure pour 16.569.000 quintaux, estimés 354 millions de francs. Les États-Unis et l'Australie, avec 5.170.000 et 2.549.000 quintaux, ont fourni presque la moitié de cette importation.

Les vins de toute sorte se présentaient ensuite avec 7.969.000 hectolitres évalués à 241 millions de francs : nous en avons exporté, à notre tour, pour 133 millions de francs, ce qui ramène notre déficit à 108 millions. La guerre a fortement atteint notre commerce des vins fins avec l'étranger : champagnes, bordeaux, bourgognes, etc..., car nos exportations des cinq derniers mois de 1914 sont tombées à 32 millions de francs, contre 83 pour les mêmes mois de 1913.

D'une manière générale les récoltes de 1914 ont été meilleures que celles de l'année 1913, et un peu supérieures à la moyenne des dix dernières années; malheureusement, l'invasion partielle ou totale de dix départements du Nord et de l'Est nous a fait perdre une partie de ces récoltes que le ministre de l'Agriculture évalue à 7.700.000 quintaux pour le blé, 7.600.000 quintaux pour l'avoine, 850.000 quintaux pour le seigle, 660.000 quintaux pour l'orge et 7.200.000 quintaux pour les pommes de terre.

Voici, sans tenir compte de ces pertes, l'estimation provisoire de nos récoltes de 1914, comparativement à l'année 1913 :

Produits	1914	1913	Différence en 1914
	Milliers de quintaux		
Blé . . . . .	87.157	86.919	+ 238
Méteil . . . . .	1.504	1.491	+ 13
Seigle . . . . .	12.773	12.715	+ 58
Orge. . . . .	10.879	10.438	+ 441
Avoine. . . . .	54.424	51.826	+ 2.598
	Milliers d'hectolitres		
France. . . . .	61.854	44.846	+ 17.008
Algérie. . . . .	10.318	7.431	+ 2.887
<b>Totaux.</b> . . . .	<b>72.172</b>	<b>52.277</b>	<b>+ 19.895</b>

Nous avons importé en 1914 à peu près la même quantité de café qu'en 1913 (1.157.000 quintaux contre 1.153.000 pour la même valeur : 208.244.000 francs, contre 207.514.000 francs). Le Brésil à lui seul nous a livré 648.874 quintaux, c'est-à-dire plus de la moitié de notre consommation.

En ajoutant à ces trois articles, représentant environ 60 % de nos impor-

tations alimentaires totales, 92 millions de francs de riz, 79 millions d'autres farines, 62 millions de produits de pêche, 60 millions de viandes fraîches et conservées et 50 millions de cacao, on aura la liste des principaux articles que la maîtrise de la mer nous permet de nous procurer facilement sur les marchés de production.

En ce qui concerne la viande de boucherie, nous avons, dans l'année entière, relativement peu importé de bétail vivant, mais pendant les cinq derniers mois, les entrées de viandes frigorifiées de provenance américaine ont été très abondantes.

Le tableau suivant montre l'importance que la guerre a donnée à la consommation, en France, des viandes frigorifiées :

**Viandes fraîches importées en France en 1914 et 1913.**

Nature des viandes	Importations totales		Dont en viandes frigorifiées		Viandes frigorifiées pour les cinq derniers mois de 1914
	1914	1913	1914	1913	
	Quintaux métriques				
Bœufs . . . . .	153.075	23.124	148.276	15.086	140.220
Moutons . . . . .	28.782	4.421	28.526	3.883	23.580
Porcs . . . . .	4.148	4.343	938	1.330	841
<b>Totaux . . . . .</b>	<b>186.005</b>	<b>31.888</b>	<b>177.740</b>	<b>20.299</b>	<b>164.641</b>

Ainsi la France a importé 186.005 quintaux de viande fraîche en 1914, contre seulement 31.888 quintaux en 1913 et, sur ce total, la viande frigorifiée entre pour 177.740 quintaux contre 20.299 quintaux en 1913. Je dois ajouter que sur le total de la viande frigorifiée importée pendant l'année 1914 entière, la part des cinq derniers mois figure pour 164.641 quintaux.

La viande frigorifiée est surtout consommée par notre armée qui la trouve d'ailleurs excellente... et souvent meilleure que la viande du bétail abattu au front; la population civile de quelques grandes villes telles que Paris, Marseille, Lyon, Bordeaux, Rouen et Le Havre, commence également à en demander. Mais en Europe, le grand marché de consommation est l'Angleterre.

Notre cheptel a également été mis à contribution pour les besoins de l'armée et pour la consommation de la population civile : voici, d'après la statistique récemment dressée par les soins du ministre de l'Agriculture, la diminution constatée entre le 31 décembre 1913 et le 31 décembre 1914.

**Bétail de boucherie au 31 décembre 1914 et 1913.**

Espèces	1914	1913	Diminution en 1914	
			Totale	Dont réquisitionnées
	Milliers de têtes			
Bovine . . . . .	13.121	14.807	1.686	735
Ovine . . . . .	14.560	16.213	1.653	241
Porcine . . . . .	6.113	7.048	935	141

La diminution de nos bovidés n'atteint pas 12 % et il est probable qu'elle ne dépassera pas cette proportion en 1915, car, grâce aux contrats passés avec les pays exportateurs de viandes frigorifiées, nous pourrions, à l'avenir, mieux

ménager notre cheptel que nous n'avons pu le faire pendant les cinq premiers mois de la guerre.

Pour en finir avec nos importations alimentaires, je rappellerai que nous avons fait venir de l'étranger, en 1914, pour 62 millions de beurres et de fromages; or nos exportations des mêmes produits ont atteint 75 millions, nous laissant ainsi une plus-value de 13 millions de francs.

Quant au sucre, qui a donné un moment d'inquiétude, nos importations pendant les sept premiers mois avaient accusé 28 millions de francs, contre 33 millions d'exportations; mais pendant les cinq mois de guerre, la balance s'est retournée avec 21 millions aux importations et 9 millions aux exportations : pour l'année entière nos importations de sucre ont dépassé nos exportations de 7 millions de francs.

En résumé, malgré la hausse générale du prix des produits alimentaires, — qui est due, en bonne partie, à la hausse des frets maritimes, aux difficultés de transports intérieurs et à la rareté de la main-d'œuvre, — les consommateurs français, grâce surtout aux ressources de toute nature dont notre pays dispose naturellement (car les importations alimentaires étrangères ont été inférieures à la moyenne des trois années antérieures), se sont facilement procuré tout ce qui était nécessaire à leur existence, et on peut ajouter même que certains d'entre eux ont continué à jouir du superflu auquel ils étaient accoutumés.

#### ANGLETERRE

En temps normal, l'Angleterre a d'énormes besoins de produits alimentaires qu'elle ne peut satisfaire que par l'importation étrangère. Pour donner une simple idée de ces besoins, il me suffira de rappeler qu'en 1912-1913 la production du blé du Royaume-Uni ayant été de 15.430.000 quintaux, il lui en a fallu demander 53.786.000 quintaux à l'étranger pour faire face à la consommation indigène de l'année 1913.

Cette même année, l'Angleterre a acheté pour 1 milliard 418 millions de francs de bétail vivant, viande fraîche, frigorifiée conservée, au dehors, ainsi que pour 2 milliards 32 millions de francs de beurres, fromages, œufs, légumes et eaux minérales, et pour 1 milliard 467 millions de francs de cacao, fruits secs, sucre, café, vins et liqueurs.

Pour l'année 1913, le total des importations alimentaires fut de 7 milliards 55 millions de francs et, en déduisant de ce chiffre 730 millions d'exportations ou de réexportations, on arrive à un solde déficitaire de 6 milliards 325 millions de francs.

On pouvait croire que la guerre, augmentant les besoins généraux de la nation, relèverait sensiblement ce déficit : ce relèvement a été presque insignifiant ainsi qu'en témoigne le tableau ci après :

**Commerce alimentaire de l'Angleterre avec l'étranger  
pour les années 1913 et 1914.**

Années	Importations	Exportations	Déficit
	Millions de francs		
1913 . . . . .	7.055	730	6.325
1914 . . . . .	7.261	580	6.681
Différence . . . . .	+ 206	— 150	+ 356

En groupant ce commerce par grandes catégories, on obtient le tableau suivant :

**Commerce alimentaire de l'Angleterre par grandes catégories.**

	1914			1913		
	Importations	Exportations	Déficit	Importations	Exportations	Déficit
	Millions de francs			Millions de francs		
Grains et farines . . . . .	1.992	77	1.915	2.138	89	2.049
Viande et bétail. . . . .	1.577	28	1.549	1.418	31	1.387
Beurre, fromages, œufs . . . .	1.963	»	} 3.217	2.032	»	} 2.889
Café, sucre, vins . . . . .	»	475		»	610	
Liqueurs, cacao, etc. . . . .	1.729	»		1.467	»	
<b>Totaux . . . . .</b>	<b>7.261</b>	<b>580</b>	<b>6.681</b>	<b>7.055</b>	<b>730</b>	<b>6.325</b>

L'augmentation des importations en 1914 s'applique à la viande et au bétail (159 millions de francs) et aux cafés, sucre, vins, liqueurs, etc. (262 millions de francs); il y a eu au contraire diminution sur les grains et farines (146 millions) et les beurres, fromage, œufs, etc. (67 millions), laissant un solde de 206 millions à l'augmentation des importations.

Par contre, les exportations, dans leur ensemble, ont diminué de 150 millions de francs, ce qui porte à 356 millions de francs l'accroissement du déficit alimentaire pour 1914.

Les principaux articles de l'alimentation des hommes et du bétail présentèrent les fluctuations suivantes pendant les années 1913 et 1914 :

	Quantités			Valeurs		
	1914	1913	Différences	1914	1913	Différences
	Milliers de quintaux			Millions de francs		
Blé . . . . .	52.803	53.786	— 983	1.118	1.096	+ 22
Avoine. . . . .	7.195	9.227	— 2.032	117	142	— 25
Autres céréales (maïs, orge, pois, haricots, farines). . . . .	41.832	51.431	— 9.599	757	899	— 142
<b>Total général . .</b>	<b>101.830</b>	<b>114.444</b>	<b>— 12.614</b>	<b>1.992</b>	<b>2.137</b>	<b>— 145</b>

Les importations de blé ont diminué de 983.000 quintaux en quantité, mais ont augmenté de 22 millions de francs en valeur par suite du renchérissement du blé durant le deuxième semestre. Les principales sources d'approvisionnement furent la Russie (3.675.292 quintaux), l'Inde (5.440.120 quintaux), l'Argentine (3.308.583 quintaux), l'Australie (6.653.600 quintaux), le Canada (15.980.200) et les États-Unis (17.383.844 quintaux).

Les faits remarquables du marché en 1914 ont été en accroissement d'environ 6 millions de quintaux dans les importations du Canada; des augmentations considérables dans celles de Russie et d'Australie et de fortes diminutions pour les provenances de l'Argentine et de l'Inde.

La valeur du froment importé s'éleva de 8 sh. 1 (10<sup>l</sup> 10) par quintal anglais de 112 livres = 50<sup>kg</sup> 800, pour le premier semestre 1914, à 9 sh. 3 (11<sup>l</sup> 55) pour le

second semestre, et voici les cours moyens des grains et farines importés durant ces quatre dernières années :

Quintal métrique	1914	1913	1912	1911
Froment . . . . .	21 <sup>f</sup> 40	20 <sup>f</sup> 60	21 <sup>f</sup> 20	19 <sup>f</sup> 70
Farine de froment . . . . .	27 50	26 40	27 »	26 20
Orge . . . . .	17 60	17 90	19 50	16 80
Avoine . . . . .	16 40	15 60	17 20	14 70
Maïs . . . . .	15 »	14 »	15 40	13 90

Pour les avoines le chiffre de 7.194.609 quintaux, montant des importations en 1914, a été de beaucoup inférieur à ceux des trois années précédentes. La provenance fut : la Russie, 564.286 quintaux; le Canada, 893.165 quintaux; l'Allemagne, 1.256.080 quintaux; les États-Unis, 1.528.874 quintaux, et l'Argentine, 2.108.450 quintaux.

Sans la hausse des frets survenue vers le commencement du mois de novembre, — hausse que le Gouvernement britannique précipita lui-même en retirant 500 bateaux à vapeur de navigation commerciale, représentant 2 millions de tonneaux de jauge, et en les réservant spécialement pour ses propres transports — le marché alimentaire anglais n'aurait presque pas ressenti l'influence de la guerre.

En effet, c'est la hausse des frets qui a le plus contribué à faire monter le prix des céréales, de la viande frigorifiée, du cacao et de divers produits exotiques mais en quantité, l'Angleterre, pendant les cinq premiers mois de la guerre, n'a pas sensiblement augmenté ses demandes. Elle les a même diminuées pour certains articles tels que les céréales et farines, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

Périodes	Quantité			Valeur		
	1914	1913	Différence	1914	1913	Différence
	Milliers de quintaux			Millions de francs		
Janvier-juillet. . . . .	53.387	63.965	— 10.578	993	1.228	— 235
Août-décembre . . . . .	48.443	50.479	— 2.036	999	909	+ 90
Année entière. . . . .	101.830	114.444	— 12.614	1.992	2.137	— 145

Pendant les cinq derniers mois de 1914, les importations de blé, farines, avoine, maïs, orge, etc..., ont donc diminué de 2.036.000 quintaux, par rapport à la période correspondante de 1913; mais en raison de la hausse que ces divers produits ont subie, surtout au cours des deux derniers mois, la valeur des 48.443.000 quintaux importés du 1<sup>er</sup> août au 31 décembre 1914 a excédé de 90 millions de francs la valeur des 50.479.000 quintaux afférents à la même période de 1913.

Mais si la hausse des frets a été préjudiciable aux consommateurs anglais, elle a été, au contraire, très favorable aux intérêts des armateurs de la Grande-Bretagne, et ceci me conduit à conclure que, malgré le relèvement du prix de l'existence que la guerre a provoqué dans ce pays, les difficultés que la population laborieuse de l'Angleterre subit en ce moment sont mille fois moindres que celles qui pèsent depuis déjà cinq mois sur l'Allemagne tout entière.



ALLEMAGNE ET AUTRICHE-HONGRIE

Sous le titre *Le Blocus de l'Allemagne*, j'ai, le 7 octobre dernier, adressé à M. le ministre de la Guerre une étude ayant pour objet d'établir que l'énorme développement industriel dont ce pays avait bénéficié depuis une vingtaine d'années, le rendait tributaire de l'étranger pour une masse considérable de produits de première nécessité.

En ce qui concerne spécialement les produits alimentaires, j'ai pu, dans deux autres études (1), prouver que le Gouvernement allemand n'avait pris aucune disposition particulière pour assurer le ravitaillement de la population civile de l'Empire, et que, par suite, cette population aurait les plus grandes difficultés à vivre :

1<sup>o</sup> Si la guerre durait plus des quatre à cinq mois prévus par le grand État-major allemand;

2<sup>o</sup> Si les nations alliées, possédant la maîtrise de la mer, considéraient les produits alimentaires comme contrebande de guerre et empêchaient l'Allemagne d'en recevoir de l'étranger.

C'est ce côté de la *guerre d'usure économique*, que nous poursuivons à l'heure actuelle contre l'Allemagne, que je me propose de résumer ici.

I

Les besoins réels de l'Allemagne en céréales et ses moyens de production.

Quels sont les moyens de production de l'Allemagne en céréales : froment, seigle ou orge, et quels sont les besoins de sa consommation? C'est une double question délicate à résoudre, mais à laquelle la *Statistique officielle du ministre royal hongrois de l'Agriculture* nous permet cependant de répondre d'une manière impartiale.

Cette statistique, établie à l'aide d'enquêtes spéciales faites par les consuls austro-hongrois en résidence dans les pays producteurs, a été publiée pour la vingt-septième fois en 1914. Elle a une grande valeur en ce sens qu'elle s'efforce de présenter une image fidèle de la « production et du mouvement commercial des produits agricoles dans les principaux pays du monde ».

En ce qui concerne l'Empire d'Allemagne, voici les chiffres que nous y trouvons page 124 :

Production et consommation des céréales à blé en Allemagne pour l'année 1913.

Céréales	Production indigène	Besoins du pays	Excédents ou déficits
—	—	—	—
	Milliers de quintaux		
Froment . . . . .	46.560	62.800	— 16.240
Seigle . . . . .	122.220	107.300	+ 14.920
Orge. . . . .	36.730	64.100	— 27.370
<b>Totaux. . . . .</b>	<b>205.510</b>	<b>234.200</b>	<b>— 28.690</b>
Pommes de terre. . . . .	541.211	504.210	+ 37.001
Avoine. . . . .	97.140	86.600	+ 10.540

(1) *La Crise du pain en Allemagne* (7 déc. 1914); *La Guerre d'usure contre l'Allemagne* (2 janv. 1915).

Le rapport dont le ministre royal hongrois accompagne cette statistique constate que l'année 1913 a été une véritable année record, car tous les produits : céréales à pain, pommes de terre et avoine, ont enregistré une forte augmentation vis-à-vis de l'année 1912, qui avait été elle-même très favorable.

En voici la preuve :

**Production comparée des années 1912 et 1913.**

Produits	1912	1913	Excédent pour 1913
	Milliers de quintaux		
Froment . . . . .	43.606	46.559	+ 2.953
Seigle . . . . .	115.983	122.223	+ 6.240
Orge. . . . .	34.820	36.733	+ 1.913
<b>Totaux. . . . .</b>	<b>194.409</b>	<b>205.515</b>	<b>+ 11.106</b>
Pommes de terre. . . . .	502.095	541.211	+ 39.116
Avoine. . . . .	85.202	97.140	+ 11.938

Or, malgré l'augmentation considérable obtenue en 1913, les récoltes en céréales en Allemagne ont été, d'après la statistique hongroise, inférieures de 28.690.000 quintaux aux besoins réels de la consommation nationale.

On suppose parfois que cette insuffisance peut être compensée par l'excédent de production de la Hongrie : on oublie ainsi que cette dernière nation est l'associée douanière de l'Autriche, pays fortement déficitaire en céréales, et qu'après avoir servi la consommation autrichienne, les producteurs hongrois n'ont plus rien à exporter au dehors.

Voici, tirée de la même *Statistique du ministre royal hongrois de l'Agriculture* de 1914 (p. 29, 30 et 250), la preuve de ce fait :

**Production et consommation des céréales à blé en Autriche-Hongrie pour l'année 1913.**

Céréales	Autriche			Hongrie		
	Production indigène	Besoins du pays	Excédent ou déficit	Production indigène	Besoins du pays	Excédent ou déficit
	Milliers de quintaux			Milliers de quintaux		
Froment . . . . .	16.230	30.000	— 13.770	45.790	36.000	+ 9.790
Seigle . . . . .	27.050	31.000	— 3.950	14.230	11.500	+ 2.730
Orge. . . . .	17.500	19.720	— 2.220	18.020	15.000	+ 3.020
<b>Totaux. . . . .</b>	<b>60.780</b>	<b>80.720</b>	<b>— 19.940</b>	<b>78.040</b>	<b>62.500</b>	<b>+ 15.540</b>
Avoine. . . . .	26.780	29.000	— 2.220	15.380	12.000	+ 3.380
Mais. . . . .	3.380	12.000	— 8.620	53.600	55.220	— 1.620

Ce tableau — qui n'a pas été établi pour les besoins de notre cause, puisqu'il est extrait d'une statistique officielle dressée bien avant la guerre — démontre donc que la Hongrie, au point de vue des céréales, ne peut être d'aucun secours à l'Allemagne, l'excédent de sa production étant inférieur au déficit de la consommation autrichienne.

II

**Les récoltes allemandes de 1914.**

Plusieurs journaux allemands ont annoncé que la récolte des céréales et des pommes de terre était, en 1914, déficitaire par rapport à l'année 1913; mais aucun d'eux — dans un but que l'on va immédiatement comprendre — n'a encore précisé l'importance du déficit.

L'*Institut international d'Agriculture de Rome*, qui fonctionne sous le haut patronage du roi d'Italie, publie chaque mois un *Bulletin de Statistique agricole et commerciale* donnant — d'après les renseignements officiels recueillis dans chacun des pays observés — l'évaluation des récoltes pour les principaux produits agricoles des pays en question.

Dans son *Bulletin* du 20 novembre dernier, l'Institut international a présenté les évaluations suivantes pour le royaume de Prusse en 1914, comparative-ment aux récoltes de 1913 :

Produits	1913	1914		Déficit en 1914	
		Milliers de quintaux		P. 100	
Froment . . . . .	29.426	25.018	—	4.408	— 15
Seigle . . . . .	93.452	84.651	—	8.801	— 9,4
Orge. . . . .	21.850	17.752	—	4.098	— 18,8
Totaux. . . . .	<u>144.728</u>	<u>127.421</u>	—	<u>17.307</u>	— 12
Pommes de terre. . . . .	392.153	326.271	—	65.882	— 16,8
Avoine. . . . .	65.599	59.490	—	6.109	— 9,3

Ainsi, dans le royaume de Prusse, qui représente à lui seul plus des trois cinquièmes de la production agricole de l'Empire allemand, toutes les productions sont en recul marqué.

Quelle est la cause de cette moins-value, alors que les prévisions des mois de juin et de juillet laissaient encore espérer des rendements à peu près semblables à ceux de 1913? La revue agricole *Lübeckische Blätter* du 18 octobre dernier nous l'indique nettement :

« Maintenant que la récolte est faite, dit-elle, il faut bien avouer que l'abondance sur laquelle nous comptions était un leurre. Le rendement reste bien inférieur à notre attente. La sécheresse du printemps et de l'été n'a pas permis aux céréales de se développer. Le grain est petit, pauvre en farine. Une hausse rapide est la conséquence de ce fait. La récolte des pommes de terre n'a pas donné non plus ce que l'on en attendait. De même la question de l'alimentation du bétail devient inquiétante. Déjà on est obligé de lui donner l'orge importée du Danemark à des prix très élevés.

« Le manque de l'orge à bas prix et du maïs, qui nous venaient de Russie, se fait vivement sentir. Le prix de vente des porcs n'est pas du tout en rapport avec le prix d'achat des denrées destinées à leur élevage. Aussi le paysan vend ses porcs ou les abat; les pourceaux sont tués dès leur naissance, car leur nourriture coûterait trop cher par rapport à ce que l'on peut en retirer. »

Et la revue de Lubeck ajoute que la conséquence de ces faits c'est que la viande de porc, comme les pommes de terre, atteindra des prix très élevés et qu'il en résultera une grande détresse pour les pauvres gens qui comptaient sur ces deux produits pour se nourrir pendant ce rude hiver.

Le déficit en céréales à pain est confirmé par le professeur Dr F. Wohltmann, qui publie dans la *Deutsche Tageszeitung* du 10 octobre une statistique encore plus mauvaise que celle de l'*Institut international d'Agriculture de Rome*, en ce sens que, pour l'Allemagne entière, il évalue le seul déficit du froment à 20 millions de quintaux.

Les chiffres donnés par l'Institut de Rome seront très probablement au-dessus de la vérité, car l'expérience pratique démontre que, pour les années déficitaires, les résultats définitifs sont toujours inférieurs aux premières évaluations.

Quoi qu'il en soit, en appliquant les prévisions pour la Prusse à l'ensemble de la production de l'Empire allemand, voici les chiffres auxquels on arrive :

**Évaluation des récoltes agricoles en Allemagne pour l'année 1914,  
comparativement à l'année 1913.**

Produits	1913	Déficit à retrancher		Reste pour 1914
	1.000 quintaux	P. 100	1 000 quintaux	1.000 quintaux
Froment . . . . .	46.559	— 15	= 6.984	39.575
Seigle . . . . .	122.223	— 9,4	= 11.489	110.734
Orge. . . . .	36.733	— 18,8	= 6.906	29.827
<b>Totaux. . . . .</b>	<b>205.515</b>	<b>»</b>	<b>— 25.379</b>	<b>180.136</b>
Pommes de terre. . . . .	541.211	— 16,8	= 90.923	450.288
Avoine. . . . .	97.140	— 9,3	= 9.034	88.106

Ainsi, le déficit de l'année 1913 qui, d'après la *Statistique officielle du ministre royal hongrois de l'Agriculture*, atteignait déjà 28.690.000 quintaux de céréales, malgré une très forte récolte, va s'augmenter de l'insuffisance de la production de 1914 par rapport à l'année précédente, soit : 28.690.000 + 25.379.000 = 54.069.000 quintaux, ce qui ne laisse qu'un stock correspondant à la nourriture normale de l'Empire pendant *huit mois à huit mois et demi au plus*.

On aura beau ordonner aux populations agricoles de ne pas nourrir le bétail avec de l'orge ou du maïs et prescrire aux boulangers de mettre dans leur farine 20 % de fécule de pommes de terre : les pommes de terre — en supposant qu'elles puissent se conserver sans pourrir jusqu'à l'année prochaine — ne donneront qu'une ressource très limitée, puisque leur production a diminué, cette année-ci, d'au moins 90.923.000 quintaux.

La Hongrie pourra-t-elle venir à son secours? Cela nous semble impossible, car le déficit sur la récolte des céréales, constaté dans ce pays par le même *Bulletin de Statistique de l'Institut international d'Agriculture* (20 nov., p. 528 et 535), est encore plus important que celui signalé pour le royaume de Prusse.

**Évaluation de la récolte des céréales dans la Hongrie proprement dite en 1914  
comparativement à l'année 1913.**

Céréales	1913	1914	Déficit en 1914	
	Milliers de quintaux			P. 100
Froment : . . . . .	41.190	34.139	— 7.051	— 17,1
Seigle . . . . .	13.274	12.117	— 1.157	— 8,7
Orge. . . . .	17.380	14.619	— 2.761	— 15,9
<b>Totaux. . . . .</b>	<b>71.844</b>	<b>60.875</b>	<b>— 10.969</b>	<b>— 15,2</b>
Avoine. . . . .	14.487	13.146	— 1.341	— 9,3

Il ne s'agit ici que de la Hongrie proprement dite, abstraction faite de la Croatie-Slavonie, dont le rendement en céréales avait été, en 1913, de 4.599.000 quintaux de froment, 956.000 quintaux de seigle, 640.000 quintaux d'orge et 893.000 quintaux d'avoine.

La Hongrie proprement dite ayant, en 1914, un déficit en *céréales à pain* de 10.969.000 quintaux ou 15,2 % par rapport à 1913, ne pourra donc absolument rien exporter en Allemagne, car il lui sera même impossible de faire face à son propre déficit et au déficit de l'Autriche qui va être, en 1914-1915, infiniment plus important que celui de l'année agricole précédente.

### III

#### L'erreur des dirigeants allemands.

La situation terrible dans laquelle l'Allemagne se trouve aujourd'hui a été cependant signalée, à plusieurs reprises, par les économistes de l'Empire.

Dans une étude très documentée publiée à Berlin en 1912 dans le *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, le Dr Georges FRÖHLICH, après avoir examiné les arguments des auteurs qui soutenaient que, « grâce à l'étendue de ses frontières, au grand nombre des États limitrophes, et à l'importance de ses récoltes intérieures, l'Allemagne, en cas de guerre, pourrait se suffire pour son alimentation », disait : « Même si l'on admet, avec BERHENDS et BALLOD, qu'il existe des succédanés des céréales (pommes de terre, par exemple), il n'en reste pas moins vrai que pendant un mois et demi à trois mois, selon l'importance de nos récoltes, nous vivons d'importation. Comment combler cette lacune? Que se passera-t-il si les récoltes sont mauvaises?.....

« Nous n'avons aucune aide à attendre de nos alliés, l'Italie et l'Autriche-Hongrie, car l'Italie importe elle-même selon les années de 8 à 20 millions de quintaux de céréales, et l'Autriche-Hongrie, dans l'hypothèse la plus favorable, se suffit à peine. Reste la Roumanie d'où nous pouvons importer du blé par l'Autriche-Hongrie; mais la récolte roumaine est variable (entre 5 et 25 millions de quintaux).....

« Concluons qu'en cas d'une guerre, au cours de laquelle l'importation des objets d'alimentation nous serait interdite, *notre situation serait critique!*

« Des succès de nos armes, même de grands succès, ne nous serviront à rien si l'adversaire réussit à nous imposer une tactique nouvelle : *la tactique de la faim!* »

Le Dr FRÖHLICH donnait, en terminant son étude, le conseil de constituer, en temps de paix, un stock de 20 millions de quintaux de blé, devant coûter d'après lui 400 millions de marks, soit une dépense d'environ 24 millions de marks par an, et il ajoutait :

« Je crois que la sécurité nationale ne serait pas trop chèrement achetée avec un sacrifice annuel de 24 millions de marks; une guerre malheureuse pourrait nous coûter de 20 à 50 milliards, soit 1 à 2 milliards de marks par an. »

Le Dr Karl BALLOD, professeur honoraire de l'Université de Berlin, dont il est déjà question ci-dessus, a, de son côté, publié dans les *Preussische Jahrbücher* du 15 juillet dernier, c'est-à-dire à la veille même de la guerre, une étude ayant pour titre : *L'Alimentation du peuple allemand pendant la guerre*, dans laquelle

il dit en substance que, s'il y a quinze ans on pouvait croire raisonnablement qu'en cas de guerre, la récolte nationale pourrait suffire à l'alimentation du pays, *aujourd'hui cela n'est plus possible.*

Le comte de Moltke, chef du grand État-major allemand, et avec lui tous les membres de la Ligue pangermaniste, ne partageaient pas cette manière de voir, et le comte de Moltke, pour calmer les appréhensions des économistes, qui craignaient, en cas de guerre avec la France, l'Angleterre et la Russie, les effets d'un blocus effectif de l'Allemagne, avait publié lui-même, dans les *Preussische Jahrbücher* du mois de mars 1914, un article tendant à prouver que ce blocus n'était pas à redouter : 1<sup>o</sup> parce que l'Allemagne, par ses récoltes et ses stocks normaux, avait pour environ onze mois de céréales ; 2<sup>o</sup> parce que la guerre serait de très courte durée ; 3<sup>o</sup> et enfin, parce que le blocus de l'Empire ne serait jamais effectif et que les marchés allemands, au cours de cette guerre, trouveraient facilement à compléter leur ravitaillement dans les pays voisins.

Le Dr KARL BALLOD s'est élevé contre cette thèse avec énergie : « Comment le comte de Moltke, dit-il, peut-il s'imaginer que les ports de la Hollande, de la Belgique, du Danemark et de la Suède resteront ouverts à l'Allemagne ? Pense-t-il donc que l'Angleterre, après la déclaration de guerre, enverra ses bateaux dans les ports de Hollande pour nous offrir ses marchandises ? »

Et il disait en terminant :

« Nous sommes donc le jouet d'un aveuglement terrible en affirmant que le peuple allemand pourra subsister pendant onze mois à l'aide seule du blé et du seigle produits par l'agriculture nationale. »

Ces quelques citations prouvent donc que, si le Gouvernement allemand a préparé, avec un soin méticuleux, tous les détails de sa mobilisation militaire et s'il a fait prendre à ses financiers des dispositions préparatoires que nous avons connues après le vote des fameuses lois de guerre du 4 août, il ne s'est, par contre, *absolument pas occupé de la question de l'alimentation de la population civile de l'Empire pendant la guerre*, sauf en ce qui concerne la réduction ou la suppression des droits de douane sur les produits alimentaires et, pour certains d'entre eux, la fixation de prix maxima.

Pourquoi cette indifférence en apparence inexplicable ? Pour les raisons que le comte de Moltke a très légèrement indiquées dans son étude du mois de mars dernier, mais que l'on retrouve dans le *Livre Blanc* anglais, dans notre récent *Livre Jaune*, dans une foule de documents officiels aujourd'hui rendus publics et que l'on peut résumer ainsi :

Le grand État-major allemand, et avec lui l'Empereur, ses ministres, tous les hauts dignitaires et tous les fonctionnaires de l'Empire sans exception, *étaient absolument convaincus* que l'armée allemande était invincible, qu'elle écraserait en quelques semaines l'armée française, et qu'elle se retournerait ensuite contre l'armée russe dont elle aurait rapidement raison.

L'idée dominante de tous les intellectuels allemands était donc que la guerre prochaine serait de *très courte durée* et que les succès décisifs que l'Allemagne obtiendrait, dès le début des hostilités, rendraient la neutralité des petits États limitrophes tellement bienveillante que le ravitaillement de la population civile allemande s'effectuerait presque comme en temps de paix.

Mais l'attaque brusquée n'a pas réussi ; les grands succès militaires escomptés

pour les premières semaines de la campagne n'ont pas été obtenus. La guerre sera de longue durée et, les récoltes de 1914 étant fortement inférieures à celles de 1913, les craintes des économistes allemands ont été entièrement justifiées : l'Allemagne sera prise par la faim !

#### IV

##### Conclusions.

Voici quelles avaient été mes conclusions dans mon étude du 7 décembre dernier :

« Que l'on ne vienne pas dire — comme on l'a soutenu — que les pommes de terre feront face à tout..., car nous rappellerions alors que la récolte de 1914 en donnera 90.923.000 quintaux de moins que celle de 1913 (— 16,8 %), et que, si l'on utilise les pommes de terre à faire du pain ou à nourrir certains animaux, on en privera la population pour sa consommation directe.

« Tant qu'il restera un stock un peu important sur la récolte courante, et grâce à l'établissement des prix maxima et à la surveillance énergique que la police exerce sur le commerce au détail des produits frappés par le maximum, la population des grandes villes — ignorant d'ailleurs ce qui se passe au dehors de l'Allemagne — ne s'effraiera pas et acceptera même, sans se plaindre, le pain mélangé que les boulangers lui offriront.

« Mais le jour où le stock des céréales à pain menacera de s'épuiser et où les pommes de terre — trop mises à contribution et pourrissant si facilement — viendront elles-mêmes à manquer : alors la *question du pain* deviendra très grave pour la tranquillité publique. »

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il y a en Allemagne, en dehors de Berlin, 6 villes ayant plus de 500.000 habitants, 5 villes en ayant de 300.000 à 500.000, 12 villes en ayant de 200.000 à 300.000 et 28 villes ayant de 100.000 à 200.000 habitants.

En temps ordinaire, ces cinquante-deux grandes cités, qui représentent environ 16 millions d'habitants, — presque le quart de la population totale de l'Empire — sont ravitaillées par les moyens ordinaires du commerce local et, aucun habitant n'ayant de préoccupation pour le lendemain, nul ne songe à constituer des réserves. Il suffit donc d'une quantité relativement faible de produits, se renouvelant et se complétant chaque jour, pour assurer l'alimentation de ces immenses agglomérations humaines.

Mais que, brusquement, par suite d'un fait impossible à cacher, la population d'une ville importante se mette à craindre la famine prochaine, ou la simple possibilité d'une famine, tous les habitants ayant des réserves en numéraire chercheront à se procurer quelques provisions, et les stocks servant, en temps normal, à l'alimentation de la ville deviendront immédiatement insuffisants.

On se portera en foule vers les magasins d'épicerie, de comestibles ; il faudra y organiser un service de police et l'autorité devra intervenir pour éviter des désordres dans la rue.

Notre génération a vu cela à deux reprises dans Paris : au moment des inon-

datations de 1910 et, plus récemment, pendant les quelques jours qui ont suivi la retraite de Charleroi.

Or, admettons un instant que, grâce à une énergique surveillance de la contrebande de guerre, et malgré tous les mélanges que les Allemands imagineront pour augmenter le volume de leur farine à pain, le stock de cette farine vienne à diminuer au point de *rendre indispensable le rationnement du pain dans les grandes villes de l'Allemagne*, car c'est par les grandes villes qu'il faudra commencer : conçoit-on l'effet moral qu'une pareille mesure produira sur l'ensemble de la population de ces villes... et, nous pouvons ajouter, sur toute la population civile de l'Allemagne?

On peut, à la rigueur, par une censure étroite de la presse et des correspondances postales et télégraphiques, tromper un pays tout entier sur les événements du dehors, sur leur nature et leur portée réelle; il est possible de publier, chaque jour des bulletins de victoire pour réchauffer l'enthousiasme, maintenir une foi immuable dans le succès final, et soutenir ainsi la confiance publique sans laquelle les combinaisons financières qu'on a voulu nous présenter comme des merveilles d'ingéniosité, s'écrouleraient comme de simples châteaux de cartes. Mais, quand chaque Allemand sera obligé d'aller se faire inscrire pour obtenir la ration quotidienne de pain de siège que le boulanger du quartier devra lui délivrer, alors, peut-être, le peuple allemand réfléchira et se demandera où ce militarisme, tant exalté par ses intellectuels, conduit le pays.

Edmond THÉRY,  
Directeur de l'*Économiste Européen*.

---